



Chalon-sur-Saône, le 17 mars 2026.

Quand la Justice attaque la Justice !

Les personnels du SPIP 71 mobilisés s'associent au mouvement national porté par l'intersyndicale ce 17 mars 2026, suite aux gardes à vue de collègues CPIP du SPIP 95 et SPIP 93 et plus largement à la stigmatisation de nos missions ces derniers mois.

Dès lors qu'un personnel du SPIP est placé en garde à vue et son domicile perquisitionné pour avoir accompli son travail, ce n'est pas seulement un collègue qu'on attaque, c'est notre métier, notre éthique et la justice elle-même qu'on criminalise.

Les accusations portées et leur traitement démontrent l'ignorance et le mépris de notre institution envers ses propres missions !

Le silence de notre administration nous inquiète et nous réclamons un positionnement clair et matérialisé sur le protocole à tenir en cas d'une nouvelle mise en cause d'un personnel du SPIP. Depuis quelques années, la DGAP exige que ses agents soient assermentés. Pour autant les agents ne semblent pas protégés au regard de ces événements

Le code de déontologie (Art R. 122-22) rappelle que l'administration garantit sa protection aux personnels pénitentiaires et à leurs proches.

Les revendications portées par ce mouvement sont :

- Des explications claires des autorités sur les circonstances du placement en garde à vue des collègues ;
- La réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles ;
- Des garanties institutionnelles fortes afin que les personnels puissent exercer leurs missions sans crainte de poursuites injustifiées ;
- La reconnaissance et la protection effectives des professionnels des SPIP dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous restons mobilisés afin de défendre notre intégrité, nos missions et notre dignité professionnelle. Aussi invitons-nous les agents du SPIP71 à intégrer cette proposition à leur signature de mail :

« Les personnels des SPIP ne peuvent être garants de l'authenticité des documents qui leurs sont transmis. »

Nous assurons notre soutien et notre solidarité à nos collègues injustement mis en cause et leurs proches.

Les personnels du SPIP 71 mobilisés.